



Les Conseils économiques et sociaux francophones appellent à la création d'une alliance francophone de l'eau



Appel de Cotonou sur la gouvernance de l'eau

Les Conseils économiques et sociaux francophones, réunis en assemblée générale à Cotonou sous la présidence de Thierry Beaudet, on conclut plusieurs mois de travail sur le thème de l'eau, dans ses dimensions sanitaires, agricoles et environnementales. Par une déclaration adoptée le 1er juin 2023, ils appellent les États de la Francophonie à mobiliser les sociétés civiles organisées pour mieux protéger ce bien public mondial élémentaire et à mettre sur pied une alliance francophone de l'eau.

La Conférence mondiale des Nations Unies pour l'eau du 22 mars 2023 a mis en évidence un besoin urgent de renforcer les actions internationales francophones quant à la gestion de ce bien commun, et dont l'accès reste trop restreint pour une grande partie de la population francophone dans le monde. Partant de ces constats, et forts des centaines d'organisations et d'expertise siégeant en leur sein, les 23 Conseils Economiques et Sociaux membres de l'UCESIF ont adopté une déclaration, lors de leur Assemblée Générale à Cotonou les 1er et 2 juin.

Dans cette déclaration, ils expriment leur inquiétude face aux menaces que le réchauffement climatique fait peser sur les ressources hydriques, en Europe, en Asie et surtout en Afrique ; rappellent l'urgence et l'importance de l'intégration du cycle de l'eau dans l'élaboration des politiques publiques ; et affirment l'intérêt de renforcer dans l'espace francophone une coopération multilatérale permettant de co-construire et de partager des solutions justes, durables et adaptées aux besoins des populations.

A travers cette déclaration, les 23 Conseils Economiques et Sociaux membres de l'UCESIF, appellent ainsi l'Organisation Internationale de la Francophonie et ses Etats membres à :

Mettre la question de l'eau, de la conciliation de ses différents usages et de sa gouvernance en haut de l'agenda politique ;

Créer une Alliance Francophone de l'Eau, qui permette aux Etats membres et à l'ensemble des parties prenantes concernées de prendre pleinement la mesure des enjeux, de proposer une vision ambitieuse de la gouvernance de ce bien essentiel à la vie et de la porter de manière coordonnée au niveau des instances internationales dédiées (COP, Forum mondial de l'eau,...) ;

Associer l'UCESIF et ses membres aux travaux de ladite Alliance dans l'objectif d'une meilleure prise en compte des besoins des populations et d'une plus grande implication des organisations de la société civile et des citoyens dans l'élaboration des solutions et leur mise en œuvre ;

Renforcer, au niveau de chacun de nos Etats, la contribution des Conseils économiques et sociaux dans l'élaboration et le suivi des politiques nationales relatives à l'eau.